

L'apparition de l'Etat technobureaucratico-capitaliste dépendant

Luiz Carlos BRESSER PEREIRA

Fondation Getulio Vargas, São Paulo (Brésil)

L'I.E.D.E.S., Université de Paris

I

L'Etat technobureaucratico-capitaliste dépendant se forme au cours de la seconde moitié de ce siècle dans les pays d'Amérique latine qui sont passés par un processus capitaliste d'industrialisation de remplacement des importations et correspond, sur le plan économique, au modèle du sous-développement industrialisé. C'est le produit d'une nouvelle coalition politique des classes sociales à laquelle participent la bourgeoisie locale, maintenant unifiée, et la nouvelle classe technobureaucratique en ascension. Les travailleurs, les étudiants et les groupements politiques de gauche en général sont, en principe, exclus du nouveau modèle politique, à mesure que le pacte populiste cesse d'avoir cours. Ce nouvel Etat est aussi le produit d'une nouvelle définition des rapports de dépendance envers les pays centraux. Après l'interrègne des années trente et quarante, durant lequel la crise de l'ancien impérialisme facilite l'apparition d'Etats populistes pourvus d'un commencement, faible mais réel, d'autonomie nationale, une nouvelle relation de dépendance s'établit sous l'égide des entreprises multinationales. L'Etat technobureaucratico-capitaliste va être aussi un réflexe de cette nouvelle dépendance, dans un contexte international en mutation rapide.

1. Trois types de sous-développement

L'Etat technobureaucratico-capitaliste tend déjà à prendre forme dans les pays arabes et africains et, d'une façon moins nette, dans les pays asiatiques également. Ces pays, sautant des étapes, selon un processus classique, ne passent pas par l'Etat populiste. Ils vont directe-

ment d'une situation coloniale juxtaposée à une formation pré-capitaliste, à la formation de l'Etat technobureaucratique dépendant. Ce saut est souvent pénible, fait de marches et contremarches. L'Etat oligarchique mercantile et l'Etat populiste, malgré toutes leurs limitations, constituent des moments importants dans la formation de l'appareil d'Etat. Ils entraînent l'élite dirigeante, permettent que se constituent des charges de fonctionnaires bureaucratiques et des corporations militaires, elles aussi bureaucratiques. C'est aussi au cours de ces stades antérieurs que les Etats latino-américains se sont constitués grâce à un système juridique complexe. Par contre, dans les pays qui sortent directement de la situation coloniale vers la définition d'un Etat technobureaucratique dépendant, quand le capitalisme ne parvient même pas à s'y développer, l'institution se fait beaucoup plus difficile. Dans les pays qui avaient déjà atteint un certain degré de développement capitaliste, comme c'est le cas des pays du Moyen-Orient, se forment des Etats technobureaucratiques-capitalistes. C'est le cas de l'Egypte, de l'Iran, de l'Inde, du Nigeria. Dans d'autres pays, comme l'Algérie ou la Tanzanie, le saut historique est plus violent. Ces pays ne passent pas par un stade capitaliste à proprement parler, dans ce sens qu'ils ne parviennent pas à former une classe capitaliste locale. Ils sont simplement soumis au système impérialiste du XIX^e siècle. Et le capitalisme débile qui s'y forme, dans la mesure où il n'a aucun caractère national, s'effondre à la liquidation du système colonial.

Nous avons, par conséquent, trois situations de sous-développement distinctes d'où émerge un Etat présentant des traits technobureaucratiques :

- a) les pays latino-américains, indépendants depuis le début du siècle dernier et qui passent par les stades de l'Etat oligarchique mercantile et de l'Etat populiste ;
- b) les pays qui atteignent l'indépendance après la Deuxième Guerre mondiale, et ont déjà atteint un certain niveau de développement capitaliste local ;
- c) les pays qui ont atteint leur indépendance politique à cette même époque sans être passés par le processus de formation d'une bourgeoisie locale, et dont les contacts avec le capitalisme se limitent au fait d'avoir été eux aussi l'objet de l'exploration impérialiste.

Ces trois cas, débouchent sur un type d'Etat technobureaucratique dans la seconde moitié de notre siècle. Ils diffèrent seulement en degré de domination technobureaucratique. Les pays classés dans les deux premiers types ont tendance à constituer des Etats technobureau-

cratico-capitalistes dépendants, tandis que ceux du dernier groupe sont seulement des Etats technobureaucratiques dépendants, ou plus précisément peut-être, des Etats technobureaucratiques primitifs dépendants, dans la mesure où des rapports de production tribales y subsistent encore, ce qui accentue davantage le caractère dualiste de leur développement et de leur dépendance.

Dans tous ces pays, l'infrastructure économique tend aussi à se définir selon le modèle du sous-développement industrialisé. Même dans les pays les plus en retard, où ne s'est pas développé un capitalisme local et où toute l'initiative des entreprises incombe à l'Etat, on rencontre un secteur moderne, où sont présentes, presque nécessairement, les entreprises multinationales. Le secteur moderne, formé par l'Etat et par les entreprises multinationales, est le secteur dynamique de l'économie dominé par des technobureaucrates gouvernementaux et des cadres des entreprises multinationales, qui s'approprient le surplus économique et l'utilisent respectivement en investissements et en versements au profit des maisons mères et aussi en importations et en consommation locale de biens de luxe.

Dans cet article, nous ne sommes pas directement intéressé par ce type de formation sociale dépendante où le capitalisme local ne s'est pas encore défini, bien qu'il soit important de signaler que le concept général du sous-développement industrialisé s'applique aussi à leur cas. L'industrie, dans ces pays, en est généralement à ses débuts, mais conjointement avec le secteur extractif et commercial et avec l'Etat technobureaucratique, elle parvient déjà à former un secteur moderne significatif.

Ces trois types de pays ont en commun leur caractère sous-développé, dépendant et périphérique. Ils sont périphériques car ils se trouvent à la périphérie du système capitaliste central, avec lequel ils continuent d'entretenir un commerce du type de la période d'exportations primaires dans le cadre de la division internationale du travail. Ils sont dépendants, car ils continuent à transférer le surplus économique vers les pays centraux, soit par le moyen des bas prix de leurs produits primaires, soit par celui du paiement de taux élevés de profits, intérêts et services, soit par l'adoption de la technologie de procédé et de produit des pays centraux et par la transplantation indiscriminée de la culture, et plus exactement de l'idéologie des pays centraux. Finalement, ils sont sous-développés parce qu'ils conservent une société dualiste, dans laquelle une minorité dominante et modernisée reproduit les modèles de consommation du centre, en même temps qu'elle adopte sa technologie et son idéologie, tandis que la grande majorité de la population, maintenue à l'écart du développe-

ment, vit dans des conditions de pauvreté extrême et reçoit des salaires au niveau de subsistance. Dans ces conditions, cette masse sert de source d'offre illimitée de main-d'œuvre et, par conséquent, d'armée industrielle de réserve pour que le secteur moderne de l'économie puisse réaliser l'accumulation de capital.

2. Emergence technobureaucratique

Dans ces divers types de pays sous-développés, si différents par leur processus historique, émerge une formation sociale capitaliste technobureaucratique. Elle a pour base le modèle économique de sous-développement industrialisé et un modèle politique au moyen duquel une technobureaucratie civile et militaire assume le contrôle de l'Etat ou y participe. Le degré d'autonomie de cette technobureaucratie varie selon le pouvoir des capitalistes locaux, auxquels elle est associée. Son rôle est de provoquer l'industrialisation forcée de leurs pays respectifs et en même temps de développer fortement l'Etat selon des formes technobureaucratiques. On se demande alors: quel est le facteur déterminant de cette émergence des technobureaucrates dans les pays sous-développés?

Une explication endogène, qui chercherait à comprendre la formation d'Etats technobureaucratiques dépendants à partir du développement des forces productives et des rapports de production au sein de ces mêmes sociétés, est évidemment insuffisante. Un pays se trouvait déjà sous le capitalisme industriel, un autre sous le capitalisme mercantile, et un troisième dans la situation tribale du communisme primitif. D'un bond, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, ont tendance à se former des Etats de plus en plus technobureaucratiques. Il est évident que les explications endogènes sont insatisfaisantes.

Dans tous ces pays, y compris ceux où une bourgeoisie locale n'était pas parvenue à se développer, une élite technobureaucratique se formait peu à peu au niveau de l'Etat. Si l'on imaginait que ces pays, selon la proposition théorique modernisée de W.W. Rostow¹, dussent passer les étapes historiques des pays centraux, les élites technobureaucratiques locales formées au niveau de l'Etat auraient peu de signification historique. D'abord, on devrait assister à la formation d'un capitalisme industriel puissant. Or ce n'est pas ce qui se produit. La formation des élites technobureaucratiques et la structuration d'Etats relativement bien organisés et appareillés d'administrations a lieu sous une forme accélérée, dans le cadre de systèmes capitalistes faibles et mal structurés. Généralement les technobureau-

crates sont alliés au système capitaliste international et local, à travers une série d'intérêts communs. Néanmoins, tandis que les bourgeoisies locales s'aliènent de plus en plus au profit des entreprises multinationales et tendent à se transformer en une bourgeoisie consulaire de ces intérêts, les technobureaucrates, appuyés sur le pouvoir de l'Etat, tendent souvent à se transformer en uniques interlocuteurs des entreprises multinationales et des gouvernements des Etats centraux. En outre, ils sont devenus le seul groupe, parmi les pays sous-développés, capable éventuellement de disputer le surplus aux entreprises multinationales. Comme le fait remarquer Celso Furtado dans son ouvrage sur le capitalisme post-national, « là où s'est posé le problème de la négociation avec les grandes entreprises transnationales au sujet de l'utilisation de ressources locales non renouvelables, le pouvoir technobureaucratique a trouvé les conditions nécessaires pour se consolider rapidement et assumer le rôle de gardien de l'intérêt national [...]. Ce que le pouvoir technobureaucratique périphérique a en commun c'est qu'il est partout l'interlocuteur des grandes entreprises transnationales et se propose de leur disputer une part du surplus qu'elles s'approprient sur place »².

Notre hypothèse est que la cause de cette rapide technobureaucratisation des pays périphériques est en relation directe avec leur situation de dépendance. A partir de la Deuxième Guerre mondiale surgit dans tout le monde sous-développé une grande pression sociale en faveur du développement. Celui-ci est identifié avec la modernisation, c'est-à-dire comme un processus visant à reproduire à la périphérie les types de consommation des sociétés industrielles modernes, et défini comme l'objectif national numéro un de toutes les nations. C'est à l'Etat qu'incombe désormais le nouveau rôle de promouvoir le développement. La technobureaucratisation par la voie de l'Etat serait ainsi, en une première approximation, le fait de la pression sociale pour le développement. Cette pression sociale a été dénommée par les économistes « effet démonstration ». Ce serait cet effet — c'est-à-dire le besoin pour une partie des populations périphériques d'atteindre les niveaux de consommation des pays du centre, dans la mesure où les moyens de communication de masse mettent ces populations en contact avec les pays avancés — qui expliquerait la pression universelle vers le développement.

Cette explication n'est acceptable qu'à condition de lui apporter une modification essentielle. Ce ne sont pas les populations marginales des pays sous-développés qui sont responsables de cette pression sociale. Ce ne sont même pas les travailleurs urbains de ces pays qui ont commencé à vouloir imiter les modèles de consommation du centre.

L'effet démonstration doit être qualifié en terme de classe. Ce sont la bourgeoisie et la technobureaucratie locales, qui ont souvent reçu une éducation à l'étranger, c'est la couche moyenne de ceux qui ont réussi à accéder à l'éducation et/ou qui disposaient d'un petit capital, qui ont exercé cette pression plus politique que sociale au nom du développement modernisateur. Ce sont eux — les technobureaucrates et la bourgeoisie locale — qui sont réellement entrés en contact avec les pays centraux. Ce sont eux qui ont effectivement les conditions de reproduire à la périphérie les modèles de consommation du centre, à condition qu'ils puissent allier la croissance du revenu à sa concentration en leur bénéfice propre.

L'Etat était évidemment l'instrument adéquat d'une politique en faveur du développement. L'expérience de planification d'Etat soviétique, commencée en 1928, avait constitué un succès. Dans le monde capitaliste, Keynes avait révolutionné la théorie économique en démontrant la nécessité inéluctable d'une intervention croissante de l'Etat dans l'économie. Les technobureaucrates civils et militaires situés dans l'Etat acquéraient ainsi une position stratégique décisive. Un Etat fort avait besoin d'une technobureaucratie nombreuse et bien entraînée. Cette technobureaucratie, à son tour, avait tout intérêt à augmenter le pouvoir et le champ d'action de l'Etat. Plus grand serait l'indice d'étatisation de l'économie, plus grand serait son pouvoir politique et plus grande sa capacité de s'approprier le surplus économique.

3. La participation des multinationales

Cette appropriation du surplus par une technobureaucratie et par une bourgeoisie locale, ne rencontre pas l'opposition, mais l'appui du système impérialiste central, représenté maintenant par les entreprises multinationales, à condition que ces dernières puissent s'en réserver une part. Pour cela, la fidélité idéologique de la technobureaucratie aux pays centraux est essentielle. C'est ainsi que se montent divers systèmes d'assistance technique et de concession de bourses d'études pour que les étudiants locaux aillent étudier dans les pays centraux. Le contact des jeunes technobureaucrates et bourgeois avec les sociétés les plus avancées a un puissant effet d'aliénation. Quand ils reviennent, ils veulent plus que jamais reproduire, non seulement les modes de consommation, mais toute la culture centrale dans leur pays d'origine.

L'essentiel pour le système central, est que les pays périphériques produisent un surplus. Dans le cas contraire, il ne serait pas possible

de s'en approprier une partie. Or, il faut pour cela le développement des pays périphériques, développement qui devient ainsi l'objectif et l'idéologie non seulement des élites locales, mais des entreprises multinationales. Pour ce développement, l'intervention de l'Etat est importante. Ni l'économiste classique le plus orthodoxe, ni même le représentant le plus fidèle des intérêts privés des entreprises multinationales ne nient le rôle stratégique de l'Etat dans le processus de développement. Dans ces conditions, il ne reste aux entreprises multinationales d'alternative sinon d'appuyer la formation d'Etats technobureaucratiquement de plus en plus forts, même si dans un deuxième temps cet Etat peut en venir à leur disputer une part de surplus. Et cet appui est une autre cause de l'émergence des technobureaucraties d'Etat.

4. La bureaucratisation des entreprises

Mais ce n'est pas seulement au niveau de l'Etat que la technobureaucratie se développe dans les pays périphériques. Dans ces pays où le système capitaliste est fortement implanté, comme c'est le cas des pays latino-américains, et principalement dans des pays qui ont déjà atteint des indices élevés d'industrialisation, comme le Brésil, l'Argentine et le Mexique, une ample bureaucratie se développe au niveau des entreprises et des autres organisations privées, nationales et étrangères. De même que l'émergence de la technobureaucratie étatique dépend de la croissance de l'Etat, l'apparition de la technobureaucratie privée est directement liée au nombre et à la dimension des entreprises, des écoles, des fondations et autres institutions privées. Les entreprises, principalement, exigent à mesure qu'elles croissent et se multiplient, un nombre croissant d'administrateurs, d'ingénieurs, de chercheurs, d'assesseurs, de techniciens, qui se localisent non seulement dans les grandes entreprises industrielles, commerciales et financières, mais également dans tout un réseau d'entreprises de services de dimensions plus réduites: entreprises de publicité, d'études de marché, des types de courtage les plus variés, de projets, de cabinets d'avocats, d'assistance technique, d'assistance médicale, de sécurité, de diversion, de services personnels, etc. Et le nombre de technobureaucrates dans les grandes entreprises productrices et dans les petites et moyennes entreprises de services croît plus que proportionnellement à celles-ci³.

Ces technobureaucrates civils et militaires, publics ou privés, qui se multiplient à mesure que l'économie s'industrialise, que la production se concentre dans des entreprises de plus en plus bureaucratiques

et que le contrôle économique et social de la société incombe à un Etat de plus en plus puissant, ces technobureaucrates émergent avec un pouvoir politique de plus en plus grand. Il faut toutefois préciser que le pouvoir technobureaucratique devient réellement significatif dans ces pays à mesure qu'ils contrôlent l'Etat. Dans les entreprises privées, ils sont encore nettement subordonnés aux capitalistes locaux⁴. Leur système de fidélité est encore orienté vers leurs patrons. Même dans ce cas, on peut trouver une base de solidarité politique entre technobureaucrates du secteur public et du secteur privé, dans la mesure où les deux groupes constituent le cerne de ce qu'on appelle la « nouvelle classe moyenne », ou de la classe technobureaucratique selon notre propre terminologie, qu'ils s'approprient également le surplus par l'intermédiaire des traitements, aspirent à atteindre les mêmes niveaux de consommation que ceux des pays centraux et qu'ils ont reçu une formation semblable.

Quelques-uns, plus qualifiés, circulent avec une certaine liberté entre les secteurs public et privé. En outre, les technobureaucrates privés ont aussi nettement conscience de ce que le développement économique, la croissance du surplus et l'augmentation des chances pour la classe technobureaucratique de s'approprier ce surplus à titre privé, dépendent de la croissance continue de l'Etat, du processus permanent de rationalisation et de bureaucratisation de cet Etat.

Tout contribue à (ou conspire pour) l'émergence d'un Etat de plus en plus puissant — de l'Etat technobureaucratico-capitaliste dépendant — dans les pays périphériques. L'industrialisation, l'accroissement des fonctions sociales et économiques de l'Etat exercent une pression dans ce sens. Mais antérieurement à cette force conditionnante, il y a la pression de la technobureaucratie émergente pour obtenir un plus grand développement qui lui permette de s'approprier une part croissante du surplus et la reproduction des modèles de consommation des pays centraux.

C'est là le véritable effet de démonstration qui, ajouté à la pression des capitalistes locaux pour obtenir un appui pour leur processus d'accumulation de capital, conduit à l'émergence, dans la deuxième moitié du xx^e siècle — dans des économies périphériques dont le niveau de développement est très varié — de l'Etat technobureaucratico-capitaliste dépendant.

II

APPROPRIATION ET ACCUMULATION DU SURPLUS

Dans la formation sociale capitaliste technobureaucratique où s'observe le modèle de sous-développement industrialisé, le rôle de l'Etat dans le système économique est fondamental. Dans le chapitre précédent nous avons élargi le champ de notre analyse pour constater que ce n'est pas seulement le sous-développement industrialisé, mais également la technobureaucratization de la société, et tout particulièrement de l'Etat, un phénomène qui s'est accéléré de façon extraordinaire à partir de la Deuxième Guerre mondiale, y compris dans des pays qui sortaient à peine du tribalisme. Dans ce chapitre-ci, nous nous occuperons plus spécifiquement des sociétés sous-développées dans lesquelles le capitalisme est le mode de production dominant. C'est le cas de l'Amérique latine en général, et du Brésil en particulier, qui, parce que nous le connaissons mieux, nous sert de prototype pour notre analyse.

L'Etat technobureaucratico-capitaliste a un rôle stratégique fondamental dans le système économique. Dans le modèle primaire exportateur l'Etat oligarchique mercantile jouait un rôle semblable à celui de l'Etat libéral.

Outre la fonction de garantir le système de domination capitaliste, il en avait une autre, qui était de fournir des emplois à une classe moyenne, dépendante de l'oligarchie dominante, mais sans fonctions économiques définies. Dans le modèle de substitution d'importations l'Etat voit ses fonctions augmenter de façon décisive. Il ne devient pas seulement responsable d'une série de fonctions sur le plan du bien-être social, mais son rôle devient par excellence de stimuler et faciliter l'accumulation capitaliste, et de transférer le revenu dans cette direction. C'est le moment de l'Etat populiste.

C'est essentiellement une période de transition, au cours de laquelle l'Etat commence déjà à assumer des fonctions de planification et à interférer directement dans la production. Mais c'est sous le modèle de sous-développement industrialisé, lorsque se définit l'Etat technobureaucratico-capitaliste, qu'il réalise pleinement ces fonctions. L'Etat demeure l'instrument fondamental de l'accumulation capitaliste privée, mais il est aussi désormais l'Etat planificateur et investisseur. C'est l'Etat qui ne se limite pas à stimuler et à orienter l'augmentation de la production mais la prend directement en charge. L'Etat, maintenant, n'est plus seulement le principal responsable de l'appropriation du surplus par les classes dominantes et les appareils d'Etat

eux-mêmes, mais l'est aussi de l'accumulation d'une partie de ce surplus.

1. L'Etat promoteur du développement

Le processus d'accroissement de la participation de l'Etat à l'économie est un phénomène universel. Il se produit aussi bien dans les pays périphériques que dans les pays capitalistes centraux. Cependant, comme l'a montré de façon incisive une enquête de Glaucio Ary Dillon Soares, les types d'étatisation ont été très divers selon les pays. Vers le milieu du siècle dernier les dépenses publiques représentaient 7 à 8 % du P.N.B. des Etats-Unis; en 1962 ce pourcentage s'était élevé à 33,2 %. Dans le Royaume-Uni, le secteur public fournissait 8,9 % du P.N.B. en 1890; en 1950 cette part avait déjà atteint 39 %. En Allemagne, où la participation de l'Etat avait déjà démarré à un niveau plus élevé, la dépense publique entre 1891 et 1913 représentait 13 à 15 % du P.N.B.; en 1958 ce pourcentage s'élevait déjà à 44,1 %. Dans les pays sous-développés la croissance de l'Etat s'est produite plus tard que dans les pays développés. Au Brésil, après une rapide ascension à partir de 1930, la part du Produit Interne Brut représentée par la dépense publique était déjà de 17,1 % en 1947. En 1969 cette part avait atteint 29,8 %. Au Mexique, les dépenses publiques ne représentaient que 5 % du P.I.B. en 1900 et 6 % en 1920. En 1967-1968, ce chiffre s'était élevé à 16,6 %. A la même date ces pourcentages étaient respectivement de 27 % pour l'Argentine, 22,5 % pour la Bolivie, 36,1 % pour le Chili, 14,7 % pour la Colombie, 27,9 % pour l'Uruguay, 22,9 % pour l'Equateur et 22,4 % pour le Venezuela. Pour les autres pays latino-américains ces pourcentages étaient légèrement inférieurs à 20 %, mais ils indiquaient tous une nette croissance par rapport à la situation présentée dix ans auparavant⁵.

Toutefois, Dillon Soares a subdivisé les dépenses en dépenses pour l'assistance sociale et dépenses pour le développement. Les premières sont les dépenses du gouvernement en éducation, santé, assistance sociale, tandis que les dernières sont en rapport direct avec l'accumulation de capital et la croissance de la production. A partir de cette classification on peut constater que dans les pays développés, les dépenses du gouvernement ont surtout augmenté en conséquence de l'accroissement des dépenses sociales ou assistancielles; dans les pays périphériques en croissance, cette augmentation est due de façon dominante aux dépenses orientées vers l'accumulation de capital. Au Brésil, en 1969, l'Etat, y compris les entreprises publiques, était responsable de 60,6 % de l'investissement fixe dans le pays⁶. Au Chili,

en 1967, 70,8 % de l'investissement étaient réalisés par l'Etat⁷. Et Dillon Soares conclut: « Dans la plupart des pays les plus développés, l'Etat n'est pas passé par une étape politique de développement aussi intense, tout au moins au cours des cent dernières années (...). L'évolution des dépenses publiques dans les pays développés, particulièrement au Canada, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves, au cours des cent dernières années, révèle une priorité croissante du développement social sur le développement économique (...). Le projet de développement et l'importante priorité accordée à l'industrialisation sont historiquement récents et ne caractérisent l'Etat que dans les pays sous-développés »⁸.

L'Etat technobureaucratique-capitaliste dépendant est ainsi, avant tout, un Etat *desenvolvimentiste*, c'est le développement qui assure l'accroissement des profits des capitalistes et des traitements des technobureaucrates. Sans un accroissement rapide du surplus, il n'est pas possible de reproduire à la périphérie les modèles de consommation du centre.

2. L'accumulation d'Etat

Dans cette perspective de développement, la première fonction de l'Etat est de faciliter l'accumulation capitaliste en augmentant le surplus, ou la plus-value disponible pour l'investissement, que par euphémisme on nomme « épargne » dans la théorie économique capitaliste. A long terme, l'accumulation de capital dépend de la capacité d'épargner de la société. Or, les possibilités d'augmenter l'épargne privée sont très limitées dans le modèle de sous-développement industrialisé. Comme ce modèle est tout orienté vers la production et la consommation de biens de luxe, la capacité d'épargne de la classe technobureaucratique est très réduite. Les capitalistes ont, naturellement, une capacité d'épargne plus grande, mais il n'y a pas lieu de prévoir une augmentation du pourcentage épargné par rapport au revenu. La responsabilité de l'augmentation des taux d'épargne et d'accumulation incombe donc, de façon primordiale, à l'Etat. De façon subsidiaire, cette responsabilité incombe aussi aux entreprises multinationales. La capacité d'endettement externe du pays est une autre source d'accumulation, laquelle est d'ailleurs dominée, en général, par les entreprises multinationales et par l'Etat. Là aussi, la participation du secteur privé local est petite.

L'épargne d'Etat se réalise sous trois formes principales. En premier lieu, il y a les ressources tributaires de l'Etat, qui peuvent appa-

raître sous la forme d'une différenciation entre les ressources budgétaires normales et les frais d'entretien de l'Etat. Les investissements spécifiquement publics en routes, voies publiques et assainissement de base, sont financés de cette façon. Cette aide budgétaire au processus d'accumulation est complétée par des taxes spécifiques destinées à financer des investissements en énergie, transports, communications, etc. Et il y a toujours le recours aux émissions inflationnistes, de caractère typiquement fiscal lorsque les ressources budgétaires et extra-budgétaires sont insuffisantes.

Une autre façon d'augmenter le taux d'épargne consiste à réinvestir les profits des entreprises d'Etat. Ces entreprises, qui jouissent généralement d'une position de monopole, peuvent atteindre des profits élevés, à condition que l'Etat s'y intéresse. Ces profits sont réinvestis, contribuant à l'élévation du taux d'épargne.

La troisième manière d'augmenter l'épargne par l'intermédiaire de l'Etat est d'établir divers mécanismes d'épargne forcée. L'émission inflationniste de monnaie serait également un mécanisme d'épargne forcée, mais nous préférons la considérer comme une forme indirecte de fiscalité, dans la mesure où, par le biais de l'augmentation de la quantité de monnaie et de sa dévaluation, l'Etat s'approprie une part additionnelle du revenu. Par épargne forcée, nous signifions les différents mécanismes au moyen desquels le gouvernement prélève sur les salaires des travailleurs et, généralement à un degré moindre, sur les traitements, pour constituer des fonds d'investissements qu'il administre au nom des travailleurs⁹.

La constitution de fonds de cette nature découle de l'échec que subissent normalement les tentatives de créer des mécanismes pour capter les épargnes volontaires destinées à financer des investissements à long terme. Parmi ces mécanismes, le principal est toujours le développement d'un marché d'actions, au moyen d'une série de stimulants pour les Bourses de valeurs. On s'imagine que c'est là la manière par excellence de capter l'épargne dans les systèmes capitalistes mûrs et on essaie d'atteindre les mêmes résultats dans les pays sous-développés. D'autre part, l'idéologie capitaliste de « démocratisation » du capital des entreprises par l'intermédiaire des Bourses de valeurs rend encore plus prioritaire de stimuler leur développement.

En réalité, particulièrement dans les pays capitalistes centraux dont l'industrialisation a été tardive, les Bourses n'ont pas été et ne sont pas des mécanismes de captation de l'épargne très importants. Et leur rôle, en ce qui concerne la démocratisation du capital, est strictement insignifiant, même aux Etats-Unis où la dispersion des actions est plus grande. En somme, elles constituent beaucoup plus

un mécanisme destiné à augmenter la liquidité de l'avoir des capitalistes que de véritables mécanismes de captation de l'épargne. Les capitalistes actifs, qui dirigent leur propre entreprise, préfèrent réappliquer eux-mêmes leurs profits. Ils accumulent le capital par autofinancement et par des financements à long terme accordés par le secteur public. Ce serait aux capitalistes inactifs (rentiers, spéculateurs) d'appliquer en Bourse. Toutefois, les épargnes privées des capitalistes inactifs, disponibles pour être appliquées en Bourse, sont assez réduites. D'autre part, ces capitalistes hésitent beaucoup à placer leur ressources en actions, soit parce que les entreprises distribuent peu de dividendes et préfèrent réinvestir leurs profits, soit parce que le marché des actions est soumis à de fréquentes manipulations spéculatives. Les raisons du caractère peu significatif des Bourses de valeurs dans les pays sous-développés sont donc claires, et il ne reste au gouvernement d'autre alternative que d'organiser lui-même des mécanismes destinés à capter et à distribuer l'épargne, par l'intermédiaire de banques gouvernementales d'investissement.

La participation croissante de l'Etat dans le secteur financier qui administre des mécanismes d'épargne forcée par l'intermédiaire des banques officielles, rencontre effectivement peu de résistance de la part du secteur capitaliste pour une raison très simple: les ressources captées sont en bonne partie utilisées pour financer à long terme le secteur privé. Et ces financements sont souvent réalisés à des taux d'intérêts négatifs, étant donné le caractère inflationniste des économies sous-développées ¹⁰.

3. La politique des revenus et les syndicats

Une deuxième fonction économique de l'Etat technobureaucratocapitaliste consiste à formuler une politique des revenus qui assure l'appropriation du surplus par la classe capitaliste et la classe technobureaucratique. Cette politique des revenus a pour instruments fondamentaux la politique des salaires, la politique fiscale et la politique des dépenses en consommation sociale.

La politique des salaires est un instrument du processus de concentration des revenus inhérent au modèle de sous-développement industrialisé. Il est certain que les seuls mécanismes de marché, fondés sur une offre illimitée de main-d'œuvre, et le manque d'organisation syndicale des travailleurs, tendent déjà à maintenir les salaires au niveau de subsistance. Mais ces mécanismes ne sont pas suffisants.

Le manque d'organisation syndicale des travailleurs est lui-même

un produit de l'action de l'Etat. Le syndicat, dans l'économie du sous-développement industrialisé, est manipulé par l'Etat. Ce phénomène avait déjà lieu sous les systèmes populistes, mais il est beaucoup plus accentué sous l'Etat technobureaucratico-capitaliste. Le système syndical est fortement réglementé et contrôlé. Les chefs syndicaux sont réduits à la condition d'agents de l'Etat. Dans le cas brésilien, ainsi que le fait remarquer Leoncio Martins Rodrigues, l'Etat a appelé à lui la propre organisation des syndicats; il a dicté les critères d'association d'après lesquels ceux-ci devraient être formés, a établi leurs structures, assuré leur subsistance au moyen de l'impôt syndical¹¹. De la sorte, selon les mots d'Aziz Simao, « l'intervention du gouvernement (...) a elle-même entraîné une transformation de la plus importante conséquence: le passage du syndicat en marge de l'Etat au syndicat intégré dans l'institution même de l'Etat »¹².

Au Mexique la subordination du syndicat à l'Etat est également marquante. La bureaucratie d'Etat contrôle les syndicats, dont l'action politique se confond souvent avec celle du parti officiel, le Parti Révolutionnaire Institutionnel. Celui-ci maintient le contrôle sur les ouvriers et les paysans par l'intermédiaire d'une série de petits chefs locaux, qui reçoivent en échange des faveurs de l'Etat, c'est-à-dire qu'ils ont leur part, sous diverses formes, du surplus économique. Arnaldo Pedrosa d'Horta remarque, dans son étude sur le Mexique: « La bureaucratie officielle se divise en deux couches sociales bien différenciées: l'une qui occupe les postes élevés de l'Etat et du parti et qui s'appuie sur une autre, laquelle s'occupe de contrôler la masse des ouvriers et des paysans (...). Il y a ainsi, entre le sommet de l'organisation sociale mixte et sa base, un matelas qui amortit les chocs, une brigade de chefs syndicaux, laquelle en échange du droit d'exploiter la masse des travailleurs sous prétexte de la représenter, qui lui est reconnu par l'élite dirigeante hybride, se charge de maintenir l'ordre social (...) »¹³.

En Argentine, étant donné l'offre limitée de main-d'œuvre, les syndicats ont pu atteindre une plus grande représentativité et une plus grande autonomie vis-à-vis de l'Etat. C'est pourquoi le modèle de sous-développement industrialisé s'applique mal à ce pays. Ceci ne signifie pas que le système syndical argentin ait échappé au contrôle de l'Etat. La forme sous laquelle l'Etat et le syndicat se sont associés a été le populisme péroniste. Dans ce processus les syndicats ont développé une puissante structure bureaucratique qui, appuyée par le charisme populiste de Peron, a été capable de reprendre le pouvoir aux militaires en 1973. La bureaucratie syndicale, à ce moment-là, s'est superposée à la bureaucratie militaire. Sa dépendance envers

l'Etat péroniste qui avait repris le pouvoir alors qu'il n'y avait plus les moindres conditions de faire durer un pacte populiste, a conduit le système syndical argentin à la crise et à la perte du pouvoir moins de trois ans plus tard, au profit de la technobureaucratie militaire appuyée par la bourgeoisie locale et l'impérialisme multinational. Quelle que soit l'hypothèse, ce système syndical demeure une exception dans la mesure où il a réussi à empêcher ou à gêner la politique de l'Etat technobureaucratico-capitaliste d'abaissement des salaires au niveau de subsistance.

4. Politique salariale et inflation

Pour maintenir les salaires des travailleurs au niveau de subsistance, et ne permettre que la reproduction de la force de travail aux divers niveaux d'éducation exigés par le système économique, l'Etat technobureaucratico-capitaliste dispose de plusieurs instruments. Le principal d'entre eux est l'intervention directe dans les contrats collectifs de travail. Les économistes officiels latino-américains reçoivent généralement une formation en allant suivre aux Etats-Unis des cours de maîtrise ou de doctorat. Ils transplantent ainsi la théorie économique néoclassique et affirment que les salaires sont déterminés par leur productivité marginale et leur niveau de rareté relative. Cela ne les empêche pas d'interférer dans les négociations collectives de travail au nom de l'Etat et d'établir des pourcentages maxima de réajustement des salaires, basés sur le taux d'inflation.

Au Brésil, une ingénieuse formule a d'ailleurs été établie, au moyen de laquelle la technobureaucratie d'Etat prétend fixer le taux de rajustement salarial sous une forme doublement « neutre » : neutre par rapport au partage du revenu entre capitalistes et travailleurs, et neutre par rapport à l'inflation. Le premier postulat d'où part la formule est loin cependant d'être doté de la prétendue neutralité technocratique. On affirmait que le salaire réel qui devait être rétabli par un rajustement n'était pas le salaire de l'époque du dernier rajustement, mais le salaire moyen des deux années précédentes, compte tenu de la dévaluation due à l'inflation. Les travailleurs pourraient argumenter que le salaire à rétablir était le salaire initial, et non pas ce salaire moyen déjà détérioré par l'inflation.

A partir de cette présupposition, la formule proposait d'accorder un rajustement égal à 50 % de l'inflation de l'année précédente, plus 50 % de l'inflation prévue pour l'année suivante, plus l'augmentation

de la productivité. L'inflation prévue, baptisée « résiduelle », était toujours considérée comme déclinante. Comme il s'agissait d'une estimation, elle était toujours sous-estimée, d'où il résulte que pendant plusieurs années les rajustements ont réduit systématiquement les salaires réels des travailleurs.

La justification toujours invoquée pour ce procédé de « tarification » ou fixation administrative des salaires pratiquée par l'Etat technobureaucratique-capitaliste, était la nécessité d'éviter l'inflation que provoqueraient des rajustements excessifs obtenus librement par les travailleurs. Jamais on n'affirme que les objectifs réels sont d'assurer un taux élevé de profits aux capitalistes et des traitements croissants aux technobureaucrates en empêchant que les travailleurs ne participent aux gains en productivité. Toute augmentation des prix, le prix du travail inclusivement, a naturellement un caractère inflationniste. La hausse des prix des marchandises est l'inflation elle-même; l'augmentation des salaires amène les capitalistes à augmenter les prix des biens pour éviter la réduction de leur taux de profit. Il est évident que dans ce modèle où le rôle de l'Etat est fondamental, la composante de pouvoir est essentielle au problème. Les profits des capitalistes étant très élevés, si leur pouvoir politique se réduisait pour un motif quelconque, il serait possible d'imaginer une augmentation des salaires supérieure aux taux d'inflation et de productivité combinés, et qui ne serait pas inflationniste.

En réalité, l'inflation est difficilement causée par des augmentations réelles de salaires dans ce type de modèle. Bien au contraire, l'inflation est un autre instrument qui sert à diminuer les salaires réels lorsque ceux-ci, en raison de quelque facteur conjoncturel lié à la hausse des taux d'accumulation au cours de la phase ascensionnelle du cycle capitaliste, se sont élevés au-dessus du coût de reproduction de la main-d'œuvre. D'autre part, l'inflation est une excellente justification pour que les technobureaucrates d'Etat contrôlent rigoureusement les salaires.

5. Politique fiscale

La politique fiscale est une autre forme sous laquelle l'Etat technobureaucratique-capitaliste réalise une politique des revenus qui assure l'appropriation du surplus par les classes dominantes. Trois stratégies sont utilisées dans ce sens.

Tout d'abord, la répartition de la recette fiscale entre les impôts directs, de caractère plus progressif, et les impôts indirects qui ten-

dent à taxer la population d'une façon indiscriminée, donne nettement plus d'importance à ces derniers. La justification en est que les impôts indirects sont plus faciles et plus sûrs à administrer. Et qu'il est possible de les rendre progressifs en taxant plus lourdement les biens de luxe. En réalité, cette progressivité des impôts indirects est fort réduite.

Les impôts directs, et plus spécifiquement l'impôt sur le revenu, sont très peu progressifs si on les compare à ceux des pays centraux. Cette basse progressivité est justifiée au nom de la nécessité de stimuler l'épargne privée.

Le système fiscal présente un caractère non seulement peu progressif, mais nettement régressif quand sont institués une série de stimulants fiscaux. Ces stimulants prétendent être un instrument de planification dans une économie de marché. Ils établissent des exemptions de toutes sortes pour qui investit dans certaines régions ou dans des secteurs considérés prioritaires par l'Etat. Seuls peuvent en profiter ceux qui reçoivent des revenus élevés, qui paient alors un impôt sur le revenu relativement réduit, grâce à ces avantages. Nous pouvons donc voir que la planification économique, qui a pendant des années effrayé les capitalistes par les menaces socialisantes qu'elle contenait, se transforme, elle aussi, en un instrument d'appropriation du surplus par cette même classe capitaliste et par ses associés technobureaucrates.

La logique du modèle de sous-développement industrialisé est naturellement opposée à toute politique fiscale qui déconcentre le revenu ou généralise la consommation des biens. Au contraire, la politique fiscale, en plus de garantir les recettes dont l'Etat a besoin, a pour objectif d'assurer la concentration du revenu et la consommation de biens de luxe. La recette fiscale de l'Etat technobureaucratocapitaliste s'est considérablement élevée par rapport à celle de l'Etat populiste. Celui-ci réalisait les dépenses, mais ne disposait pas d'un pouvoir politique suffisant pour augmenter la recette. De là, l'émission fréquente de monnaie qu'il était amené à réaliser pour financer le déficit budgétaire. L'Etat technobureaucratocapitaliste, quant à lui, a un pouvoir suffisant pour taxer de manière à équilibrer son budget. Cependant, il réalise cette taxation de façon à garantir le type de développement moderne en cours.

De toute évidence, dans les termes de cette systématique, il n'est pas question d'impôts sur la richesse ou sur la richesse apparente, ni d'impôts sur les gains de capital. Et les impôts sur les héritages sont évidemment les plus bas possible dans la mesure où c'est surtout à ceux-ci et au système scolaire qu'incombe la reproduction des rapports de production en vigueur.

6. La consommation sociale élitiste

La troisième forme d'appropriation du surplus par les classes dominantes par l'intermédiaire de l'Etat est la politique de dépenses publiques. Ces dépenses représentent une consommation sociale. Quand l'Etat construit des routes, goudronne et illumine des voies publiques, construit des réseaux de distribution d'eau et de tout-à-l'égout, construit des écoles et des hôpitaux, il réalise une consommation au nom de la population. Le revenu réel de ceux qui utilisent ces services en est augmenté.

Or, quoique l'Etat technobureaucratique-capitaliste fasse une grande publicité autour des dépenses destinées aux populations les plus pauvres, en réalité, un grand pourcentage de ces dépenses finit par favoriser la minorité des gens riches ou aisés. Nous avons déjà vu que les Etats périphériques destinent une grande partie de leur recette budgétaire et extra-budgétaire au projet d'accumulation de capital visant le développement, en finançant à long terme les entreprises publiques et le secteur privé. Outre ces dépenses, qui tendent à favoriser principalement le secteur moderne de l'économie, l'Etat réalise de lourdes dépenses de consommation qui tendent à avantager surtout les classes technobureaucratique et capitaliste.

Les routes goudronnées en sont un premier exemple. Bien que la justification alléguée soit la nécessité économique d'écouler la production, en réalité elles sont destinées à faciliter la circulation d'automobiles, propriétés de technobureaucrates et capitalistes. Les camions, qui sont le principal moyen de transport de charges, circulent aussi sur ces routes, quoique bien souvent leur circulation soit limitée pendant les fins de semaine au profit des automobiles. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que le transport de marchandises dans les pays au sous-développement industrialisé est surtout effectué par camions, tandis que dans les pays centraux, et surtout dans les pays dont l'économie est planifiée, le transport par voie ferrée est dominant. Les autoroutes sont construites par l'Etat pour satisfaire les besoins de transport individuel des propriétaires d'automobiles. En conséquence les transports par route sont largement subventionnés. Il est vrai que les bas prix du pétrole, en vigueur jusqu'en 1973, ont facilité cette option. Mais ce serait ingénuité d'imaginer que le motif était purement économique. La construction d'autoroutes, ainsi que de voies express dans les centres urbains sont avant tout une forme d'appropriation de la consommation sociale par les classes dominantes.

Dans les grands centres urbains, où les investissements publics en infrastructure sont importants, on rencontre un autre exemple du phénomène que nous sommes en train d'examiner. Ce sont toujours

les quartiers les plus riches qui sont les premiers à disposer d'électricité, d'eau courante, d'égouts, de téléphone, de bureaux de poste et de rues goudronnées. Parfois accèdent au pouvoir des leaders ou des groupes technobureaucratiques qui, pour des motifs électoraux, ou en raison d'un intérêt effectif pour les problèmes sociaux, décident de détourner les dépenses publiques vers les quartiers pauvres. Mais la pression politique des groupes dominants est si forte que bientôt le projet perd sa priorité, s'il n'est pas abandonné.

Dans le même ordre d'idées, il y a toute une série de dépenses en éducation, culture et loisirs qui tendent à satisfaire surtout les classes les plus aisées. L'éducation et la culture mériteraient tout un chapitre. C'est à l'école que revient dans les Etats modernes le rôle joué par l'Eglise dans les sociétés précapitalistes: reproduire les rapports de production en vigueur, non seulement à travers l'enseignement technique, nécessaire à la reproduction des forces productives, mais surtout par la transmission de l'idéologie technobureaucratico-capitaliste¹⁴.

Pour réaliser cette tâche, l'Etat doit affecter d'amples crédits à l'Université et aux autres institutions culturelles qui destinent leur message principalement à la jeunesse de la classe dominante.

En ce qui concerne les dépenses gouvernementales destinées aux loisirs, la préoccupation élitiste, qui privilégie les représentants de la classe technobureaucratique et de la bourgeoisie, se fait également sentir. Presque au niveau de l'anecdote, il vaut la peine de citer comme exemple le cas d'un grand parc public situé à proximité d'une des villes essentiellement ouvrières du grand São Paulo. Ce parc est passé sous la juridiction d'une entreprise publique créée par la mairie. Cette entreprise a apporté une série d'améliorations à ce parc et a commencé ensuite à percevoir une taxe d'entrée alors que l'entrée était gratuite auparavant. Aux premières protestations, le technocrate responsable de cette entreprise publique a accordé une entrevue à la presse. Il justifia la nécessité de faire payer l'entrée en fonction des améliorations apportées et fit remarquer ensuite qu'il y avait d'autres parcs et terrains publics moins équipés qui pourraient être utilisés par ceux qui n'ont pas les moyens de payer une entrée. Il est évident qu'il s'agit d'un cas limite, mais qui illustre bien l'orientation générale donnée aux dépenses publiques destinées à la consommation sociale.

Un autre domaine vers lequel l'Etat technobureaucratique dirige ses dépenses de consommation sociale d'une manière discriminatoire, c'est celui du logement populaire. Il existe dans les pays périphériques un immense déficit de logement, illustré par les *favelas*, *barriadas*, par les maisons de torchis de la campagne, et même par des maisons

en maçonnerie extrêmement précaires, généralement construites par les travailleurs eux-mêmes selon un système d'entraide mutuelle. L'Etat prétend se charger de la responsabilité de résoudre le problème et crée dans ce but des institutions financières et immobilières spéciales. Au bout de peu de temps, ces institutions réduisent les limites de leurs activités, et finissent par construire de simples échantillons de logement populaire, ou bien dénaturent leurs objectifs et se mettent à financer la construction d'appartements et de résidences pour les classes moyennes.

Cette altération se produit non seulement sous l'effet des pressions de la technobureaucratie et de la petite et moyenne bourgeoisie (couches moyennes) qui ont besoin aussi de prêts au logement, mais sous l'effet également de l'impossibilité pure et simple pour les travailleurs de payer les termes de l'achat de la maison. Cette impossibilité ne provient pas seulement du bas niveau du salaire des travailleurs, mais aussi du principe technobureaucratique-capitaliste qui oriente l'administration des institutions financières relatives au logement. On part du principe que les maisons doivent être vendues à long terme, et non louées. De cette façon, bien que les prêts soient effectués à faible intérêt et à long terme, les mensualités sont suffisamment élevées pour empêcher que la grande majorité de la population puisse en bénéficier. L'alternative qui consisterait à louer ces maisons est dédaignée, et pourtant ce pourrait être la solution adéquate, à condition que les loyers soient réellement bas, et ceci pour diverses raisons: le préjugé petit-bourgeois selon lequel chacun doit être le propriétaire de sa maison, la présupposition d'où partent les administrateurs des institutions, selon laquelle le retour de l'investissement doit être au moins satisfaisant, ce qui oblige à fixer les loyers guère plus bas que les mensualités, et finalement les intérêts des rentiers qui louent des immeubles résidentiels, lesquels se sentiraient lésés si des loyers vraiment bas étaient fixés pour les logements populaires.

Dans ce domaine, comme dans celui des transports urbains et des autres services publics, l'idéologie technobureaucratique-capitaliste dominante affirme que ces services doivent être auto-suffisants. Les usagers eux-mêmes, indépendamment de leur pouvoir d'achat, doivent être capables de payer les services qui leur sont offerts. L'efficacité du service public se mesure économiquement d'après sa capacité d'auto-sustentation. Subventionner des services publics serait revenir à des pratiques populistes incompatibles avec les exigences d'une administration efficiente. Peu importe le caractère essentiel des services, ni le fait que les usagers n'ont bien souvent pas les moindres conditions de les payer. En conséquence, l'Etat réalise de grands investisse-

ments pour implanter un réseau de distribution d'eau ou un système d'éclairage dans un quartier pauvre déterminé. Quelque temps après la grande joie causée par l'introduction de cette amélioration, on observe le phénomène suivant: dans un grand nombre de logements l'eau ou le courant ont été coupés car leurs propriétaires ou locataires n'ont pas payé leurs notes. Dans certains cas, les conditions économiques des habitants sont si précaires qu'ils ne font même pas brancher ce service chez eux.

Dans un seul secteur il semble ne pas y avoir de discrimination évidente dans les dépenses publiques — celui de la santé. Les dépenses concernant la santé publique sont réalisées par l'Etat principalement au bénéfice des couches les plus pauvres, non seulement parce que ces dépenses sont absolument essentielles, mais également parce que étant donné que ces services sont hautement déficients, ils ne répondent pas aux besoins des couches moyennes; celles-ci préfèrent le médecin particulier ou certains systèmes intermédiaires d'assurance-santé dont les usagers, ou leurs employeurs, paient une certaine cotisation. La discrimination, en ce qui concerne la santé, se produit surtout en fonction de l'insuffisance des services, due à la parcimonie avec laquelle les crédits sont alloués à ce secteur.

Finalement, il y a d'énormes dépenses pour le système de sécurité. Son caractère discriminatoire est évident. L'Etat technobureaucratique-capitaliste dépendant a besoin d'un appareil répressif puissant pour assurer la continuité d'un système qui tient la grande majorité des travailleurs en marge des bénéfices du développement. Il a besoin de forces armées et d'un système policier capable de maintenir l'ordre intérieur. Le système répressif a un caractère bureaucratique et c'est l'une des bases du pouvoir technobureaucratique-capitaliste. La bourgeoisie locale a besoin, pour sa sécurité, d'un système policier fort, et elle l'appuie politiquement, croyant que le risque de voir les militaires acquérir une autonomie effective vis-à-vis d'elle est réduit ou éloigné. Cette croyance se fonde sur la réalité historique, quoique ses bases soient en train de s'affaiblir à mesure que la technobureaucratie se transforme en une classe sociale autonome, aux intérêts spécifiques. Quelle que soit l'hypothèse, dans l'alliance de classes — capitaliste et technobureaucratique — qui caractérise la formation sociale que nous sommes en train d'examiner, les dépenses en sécurité jouent un rôle fondamental. Elles sont l'une des bases de cette alliance et une des conditions de la stabilité politique du système.

(Traduit du livre: *Estado e Subdesenvolvimento industrializado*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1977. Cet ouvrage doit paraître prochainement en traduction française).

NOTES

¹ W.W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth, A Non-Communist Manifest*, Cambridge University Press, 1960.

² Celso FURTADO, *Prefácio à Nova Economia Política*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1976, p. 106.

³ Au sujet de l'émergence des administrateurs de niveau moyen et la bureaucratisation des entrepreneurs au Brésil, voir L.C. BRESSER PEREIRA, « The Rise of Middle Management in Brazil », in *Journal of Inter-American Studies*, vol. IV, n° 3, juillet, 1962; le même auteur, *O novo modelo brasileiro de desenvolvimento*, Ed. Brasiliense, São Paulo, 1972, chap. III, et *Empresários e Administradores no Brasil*, Ed. Brasiliense, São Paulo, 1974.

⁴ Dans une enquête sur les dirigeants des entreprises industrielles du grand São Paulo employant plus de 500 personnes, j'ai constaté que dans 77,1 % des entreprises nationales, plus de 50 % du capital, était contrôlé par les directeurs et leur famille. Dans 42,6 % seulement de ces entreprises, il y avait au moins un directeur qui n'était ni parent ni ami des directeurs. (BRESSER PEREIRA, *Empresários e Administradores...*, *op. cit.*, p. 55 et 60).

⁵ Toutes ces données se trouvent dans Glaucio Ary DILLON SOARES, « O Novo Estado na America Latina », in *Estudos Cebrap*, n° 13, juillet-septembre, 1975. Pour le Brésil nous avons utilisé comme source Fernando A. REZENDE DA SILVA, *Avaliação do Setor Público*, IPEA, Rio de Janeiro, Relatório de Pesquisa, n° 13, 1972.

⁶ Voir Werner BAER, Isaac KARTENETKZY et Anibal VILLELA, « As modificações no papel do Estado na economia brasileira », in *Pesquisa e Planejamento*, vol. 3, n° 4, décembre 1973.

⁷ Voir G.A. DILLON SOARES, *op. cit.*

⁸ G.A. DILLON SOARES, *op. cit.*, p. 66 et 68.

⁹ Au Brésil, le Fonds de Garantie du Temps de Services (F.G.T.S.) et le Programme d'Intégration Sociale (P.I.S.) sont des exemples de ces mécanismes.

¹⁰ Quand l'Etat commence à percevoir des taux d'intérêts positifs, comme cela s'est produit au Brésil avec l'introduction du système de correction monétaire, des protestations s'élèvent aussitôt dans le secteur privé, qui amènent l'Etat à céder, ainsi que cela s'est produit aussi dans ce pays à partir de 1975, lors de l'établissement d'une série de secteurs industriels prioritaires pour lesquels la « correction monétaire » a été limitée à 20 %.

¹¹ Leoncio MARTINS RODRIGUES, *Conflito industrial e sindicalismo no Brasil*, São Paulo, DIFEL, 1966, p. 114-115.

¹² Aziz SIMÃO, *Sindicato e Estado*, Ed. Dominus, São Paulo, 1966, p. 198.

¹³ A. PEDROSO D'ORTA, *Mexico: uma revolução insolúvel*, Rio de Janeiro, Ed. Saga, 1965, p. 261.

¹⁴ Bourdieu et Passeron ont réalisé une analyse pénétrante et rigoureuse du rôle de l'éducation ou de « l'action pédagogique » et de « l'autorité pédagogique », selon leur terminologie, en tant qu'instrument des classes dominantes pour imposer leur idéologie ou leur « arbitrage culturel » aux autres classes et assurer de cette façon la reproduction des rapports de production en vigueur. (Cf. Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, *A Reproduction, elementos para uma teoria do sistema de ensino*, Livraria F. Alves Editora, Rio de Janeiro, 1975.